

# Altruisme et négociations internationales

*François Gemenne*

Si les négociations internationales sur le changement climatique sont si longues et si ardues, c'est avant tout parce qu'elles ne nous concernent pas, contrairement à une rengaine si souvent entendue. Ou plutôt, parce qu'on a bien du mal à définir ce « nous ».

Le changement climatique est marqué par une double injustice, géographique et générationnelle. Les effets du réchauffement global seront plus marqués autour de l'Équateur, ce qui implique que les pays les premiers et les plus durement touchés sont des pays en développement, dont la part de responsabilité dans le problème est infinitésimale. Et l'inertie du système climatique crée un décalage d'environ cinquante ans entre le moment où les émissions de gaz à effet de serre sont émises, et le moment où le système climatique y réagit. Comme nos émissions de gaz à effet de serre ont continuellement augmenté jusqu'à aujourd'hui, cela implique que la génération la plus durement touchée par les effets du réchauffement sera celle de nos petits-enfants, qui ne porte évidemment aucune responsabilité dans le problème. Il n'existe aucune correspondance entre les émissions de gaz à effet de serre émises par un pays

et les impacts du changement climatique qui seront subis par ce pays. Et de même, il n'existe aucune correspondance entre les émissions de gaz à effet de serre émises par une génération et les impacts du changement climatique qui seront subis par cette génération.

Or c'est ici et maintenant qu'il faut agir. On sait que les émissions de gaz à effet de serre doivent diminuer radicalement dès aujourd'hui, et avant tout dans les pays industrialisés. Le problème, c'est que nous, citoyens des pays industrialisés, n'avons aucun intérêt direct à agir, au sens propre. On essaiera bien de mettre en avant le fait que les pays industrialisés seront aussi touchés par les impacts du changement climatique, ou qu'ils pourraient être concernés indirectement, au travers de migrations ou de conflits dans les pays du Sud, et que nous sommes donc « tous concernés », et « tous acteurs du changement ». Mais au-delà de la vanité du slogan, la réalité est que nous devons avant tout agir pour les autres. Nous devons agir pour des générations qui ne sont pas encore nées, et pour des populations qui habitent dans des pays dont nous avons à peine entendu parler (qui sait que Kiribati se prononce

en réalité « Ki-ri-bass » ?), et où nous ne mettrons sans doute jamais les pieds (le Bangladesh accueille une des plus faibles proportions de touristes au monde, rapportée à sa population).

C'est cela qui fait de la lutte contre le changement climatique un enjeu moral et cosmopolitique. Sommes-nous capables d'agir pour les autres ? Sommes-nous capables de considérer un intérêt supérieur, qui dépasse nos frontières et notre génération ? Quelle place faisons-nous à l'autre, que nous ne connaissons pas et ne rencontrerons sans doute jamais, soit parce qu'il n'est pas encore né, soit parce qu'il habite très loin de nous ? Considérons-nous celui-là comme un étranger ou comme un prochain ?

Voilà des questions qui peuvent apparaître un peu mystiques. Elles emportent pourtant des conséquences très pratiques : loin d'être une transition naturelle et spontanée comme on voudrait parfois le faire croire, le passage à une économie post-carbone impliquera des ruptures brutales et violentes, des transformations fondamentales. Ce n'est pas d'une transition qu'il s'agit, mais d'une révolution. Une révolution qui impliquera nécessairement des coûts et des sacrifices, et ne pourra satisfaire des intérêts profondément

contradictoires et conflictuels. Car la lutte contre le changement climatique est un problème politique avant d'être un problème environnemental, qui doit donc appeler des choix collectifs avant d'appeler des solutions techniques. Et ces choix collectifs nous posent la question de l'autre, de notre capacité à dépasser nos frontières, qu'elles soient géographiques ou générationnelles.

C'est ici que l'enjeu du changement climatique rejoint celui des migrations. Non seulement parce que les dégradations de l'environnement constituent aujourd'hui un des principaux facteurs de migrations dans le monde, mais aussi et surtout parce que derrière ces deux enjeux se pose la question de la place que nous voulons réserver à l'autre. Ce n'est donc pas uniquement à cause des migrations climatiques que le sujet du climat rejoint celui des migrations : c'est parce qu'ils posent les mêmes questions.

L'un des pièges de la menace terroriste, c'est qu'elle risque bien d'amener à un repli sur soi, à un déni de l'altérité. C'est pour cela, naturellement, que Daesh et l'extrême droite sont des alliés objectifs. Et c'est aussi pour cela que l'extrême droite, même si elle n'a guère développé de position sur le sujet, est une alliée objective, et sans doute à son insu, des climatosceptiques.